

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 79

29 octobre 2004

Sommaire

Commission Nationale pour la Protection des Données – Rapport de gestion relatif à l'exercice
2003 page 1164

Commission Nationale pour la Protection des Données.

Rapport de gestion relatif à l'exercice 2003.

L'activité de la Commission nationale au cours de l'année 2003 a été dominée par trois chantiers prioritaires:

- l'organisation interne et la mise en route du fonctionnement de ses services;
- l'information des responsables du traitement et les contacts menés avec les organisations professionnelles représentatives et les principaux acteurs clés;
- la réception et le suivi des formalités préalables à la mise en oeuvre effectuées en application du chapitre 3 de la loi.

Dépenses de fonctionnement

La mise en place des services de la Commission nationale pour la protection des données s'est déroulée au fur et à mesure de l'entrée en service des collaborateurs affectés à l'établissement public et la montée en puissance de leurs activités a dû tenir compte des contraintes liées à leur formation.

Ainsi le secrétariat a été pris en charge par une employée de l'Etat à temps partiel (30 heures/semaine) depuis le mois de février 2003 alors que les deux fonctionnaires affectés au suivi administratif des notifications et des demandes d'autorisation ainsi qu'à l'établissement du registre public des traitements de données n'ont rejoint la Commission nationale qu'au cours du mois de mai 2003.

Pour compenser l'indisponibilité successive de ces deux rédacteurs-stagiaires pendant un certain nombre de mois pour raison de formation accomplie à l'Institut national d'administration publique, un renforcement temporaire extérieur s'est avéré indispensable à partir du mois de septembre 2003 afin d'être en mesure de réceptionner et de commencer à traiter les quelques 4.000 dossiers, dont 3.000 notifications reçues depuis l'entrée en vigueur de la loi.

Les auxiliaires temporaires que l'établissement public s'est vu affecter par l'Administration de l'Emploi au cours de l'année 2003 (une douzaine) ont eux aussi collaboré activement au démarrage et au rodage des structures administratives de la Commission nationale, bien qu'avec une durée moyenne de contrat de 2 mois et demi, ces CAT n'assurent pas une continuité suffisante permettant de confier aux demandeurs d'emploi en question - aussi qualifiés et motivés soient-ils - des fonctions complexes et essentielles dans l'activité de la Commission.

La Commission nationale a dû recourir également à des prestations de services informatiques et à des consultations juridiques à défaut de disposer des ressources nécessaires en interne, bien qu'il eut été sans doute préférable pour la continuité du service, d'acquérir et de conserver les compétences afférentes au sein de l'établissement public.

La mise en place de ses services explique également les investissements auxquels la Commission nationale a dû procéder en 2003, à savoir l'acquisition des meubles et équipements de bureau, des serveurs et ordinateurs nécessaires à son réseau informatique interne ainsi qu'au fonctionnement de l'application informatique spécifique dédiée à l'établissement du registre public des traitements prévu à l'article 15 de la loi et au suivi des dossiers de notifications et demandes d'autorisation préalables. Une importante partie des frais liés à la réalisation de cet outil de gestion a toutefois été passée en profits et pertes compte tenu de l'évolutivité prévisible et des besoins d'adaptation ultérieurs pour assurer sa comptabilité avec l'outil retenu en définitive au niveau de l'administration publique pour la gestion des formulaires électroniques publics.

Notons qu'avec un coût de 56.168,- € les travaux de développement informatique supportés en 2003 ne représentent en définitive qu'un quart à peu près des recettes provenant des notifications (205.196,04 €) dont l'outil en question est destiné à assurer la gestion.

Ensemble avec l'accroissement des rémunérations de personnel et de frais de personnel, les frais d'entretien des locaux, les fournitures de bureau, frais de port et de télécommunications et autres charges générales d'exploitation ont connu une progression linéaire suivant l'augmentation du nombre de collaborateurs en activité.

Il est à noter par ailleurs que la Commission nationale n'a actuellement pas encore à supporter de loyers et charges locatives, les locaux où sont installés ses bureaux lui étant mis à disposition par l'Etat conformément à l'article 37 alinéa 1er de la loi du 2 août 2002 sur la protection des données.

Les frais de déplacement et de séjour à l'étranger sont relatifs à la participation des membres effectifs de la Commission nationale aux différentes réunions, séances de travail et conférences organisées sur le plan européen dans le domaine de la protection des données. Toutefois il a été renoncé pour des raisons budgétaires à prendre part à la Conférence mondiale qui s'est déroulée à Sydney (Australie) du 10 au 12 septembre 2003 à laquelle ne manquaient outre le Grand-Duché que les seuls représentants maltais et chypriotes parmi les 25 Etats-membres de la future Union européenne élargie.

Les dépenses de communication et de relation publiques apparaissent encore fort modestes en 2003 puisqu'elles se limitent pour l'essentiel aux frais engendrés par la mise à jour régulière du site internet www.cnpd.lu, véritable carrefour de communication de la Commission nationale.

Parallèlement à l'approfondissement des efforts d'information en direction des principaux acteurs professionnels du secteur privé et public (ce volet d'activité a donné lieu à 35 réunions sectorielles et séances d'information en 2003), le travail de communication sera progressivement élargi au grand public au cours de l'année 2004 et les dépenses afférentes ne manqueront pas de s'accroître en conséquence.

Les frais de fonctionnement encourus par l'établissement au cours de l'exercice 2003 s'élèvent à un total de 757.888,29 €.

Recettes

Le montant des redevances perçues en application des articles 37 paragraphe (4) et 13 paragraphe (4) de la loi s'élève à 205.196,04 €. En outre des produits financiers ont pu être enregistrés à hauteur de 7.237,01 €.

Résultat d'exploitation

Compte tenu de la dotation annuelle de 500.000,- € dont la Commission nationale a bénéficié en 2003 de la part de l'Etat en application de l'article 37 paragraphe (4) de la loi, le résultat d'exploitation de l'établissement public s'établit à -45.455,24 € au 31 décembre 2003.

Une dotation complémentaire de 50.000,- € lui a été attribuée en fin d'exercice par son Ministère de tutelle en exécution d'une décision du Ministre du Budget du 4 janvier 2004 autorisant un dépassement budgétaire afférent. Ce n'est donc pas atteint, le dépassement budgétaire restant inférieur de 4.544,76 € au montant autorisé.

Esch-sur-Alzette, le 9 avril 2004.

La Commission nationale pour la protection des données.

Gérard Lommel
Président

Edouard Delosch
Membre effectif

Pierre Weimerskirch
Membre effectif

Commission Nationale pour la Protection des Données

Bilan au 31/12/2003

ATTESTATION

Par la présente, nous attestons les comptes de la Commission Nationale pour la Protection des Données, ayant son siège social à L-4221 Esch-sur-Alzette, 68, rue de Luxembourg, au 31/12/2003.

Nous avons constaté que les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2003 dont la somme bilantaire s'élève à 175.024,75 € et la perte à 45.455,24 €, sont en concordance avec la comptabilité et les pièces comptables qui nous ont été soumises. Nous n'avons pas de remarques à formuler sur les comptes annuels.

Un budget pour investissements d'un montant de 200.000,- € a été accordé. Vu que les investissements effectivement réalisés jusqu'au 31/12/2003 étaient de 133.295,48 €, la Commission nationale dispose encore d'une réserve d'investissement de 66.704,52 €.

Le total des capitaux propres s'élève à 154.925,97 €.

Luxembourg, le 13/04/2004.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg S.A.

Bilan

ACTIF	EXERCICE AU 31/12/2003	%	EXERCICE AU 31/12/2002	%
ACTIF IMMOBILISE				
Autres inst. outil, mobilier	107.575,45	61,46	1.129,57	0,44
Immobilisations corporelles	107.575,45	61,46	1.129,57	0,44
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	107.575,45	61,46	1.129,57	0,44
ACTIF CIRCULANT				
Créances				
Autres créances	20.864,16	11,92	135.286,65	52,66
	20.864,16	11,92	135.286,65	52,66
Banques, Caisse, CCP	46.585,14	26,62	120.496,07	46,90
TOTAL ACTIF CIRCULANT	67.449,30	38,54	255.782,72	99,56
TOTAL ACTIF	175.024,75	100,00	256.912,29	100,00

Bilan

PASSIF

	EXERCICE AU 31/12/2003	%	EXERCICE AU 31/12/2002	%
CAPITAUX PROPRES				
Patrimoine	200.000,00	114,27	200.000,00	77,85
Résultats reportés	381,21	0,22	0,00	0,00
Résultat de l'exercice	-45.455,24	-25,97	381,21	0,15
TOTAL CAPITAUX PROPRES	154.925,97	88,52	200.381,21	78,00
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Autres provisions	1.500,00	0,86	0,00	0,00
TOTAL DES PROVISIONS	1.500,00	0,86	0,00	0,00
DETTES				
Etablissement de crédit	0,00	0,00	0,50	0,00
Dettes achats et prest. de services	6.510,60	3,72	20.136,15	7,84
Dettes fiscales, sécurité sociale et salaires	12.088,18	6,91	36.394,43	14,17
TOTAL DES DETTES	18.598,78	10,63	56.531,08	22,00
TOTAL PASSIF	175.024,75	100,00	256.912,29	100,00

Comptes de profits et de pertes

	EXERCICE AU 31/12/2003	%	EXERCICE AU 31/12/2002	%
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Chiffre d'affaires	205.196,04	29,10	0,00	0,00
Autres produits d'exploitation	500.000,00	70,90	107.384,29	100,00
Total produits d'exploitation	705.196,04	100,00	107.384,29	100,00
CHARGES D'EXPLOITATION				
Autres charges externes	-261.256,62	-37,05	-45.644,43	-42,51
Salaires et traitements	-446.477,66	-63,31	-60.036,56	-55,91
Charges sociales	-24.458,01	-3,47	-1.686,12	-1,57
Corr. de valeur sur frais d'étab. imm. cor. incor.	-25.696,00	-3,64	-24,03	-0,02
Total charges d'exploitation	-757.888,29	-107,47	-107.391,14	-100,01
RESULTAT D'EXPLOITATION	-52.692,25	-7,47	-6,85	-0,01
Intérêts et produits assimilés	7.376,56	1,05	388,56	0,36
Intérêts et charges assimilées	-139,55	-0,02	-0,50	0,00
Résultat financier	7.237,01	1,03	388,06	0,36
Résultat avant affectation	-45.455,24	-6,45	381,21	0,35
Résultat de l'exercice	-45.455,24	-6,45	381,21	0,35

ANNEXES AU 31 DECEMBRE 2003

(Montants en Euros)

1. Généralités

La Commission nationale pour la protection des données, constituée sous la forme d'un établissement public, est une autorité indépendante nouvellement instaurée par la loi du 2 août 2002 relative, à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Elle est chargée de contrôler et de vérifier la légalité des traitements des données à caractère personnel et doit assurer le respect des libertés et droits fondamentaux des personnes en matière de protection des données.

Tous les ans, la Commission nationale rend compte, dans son rapport écrit aux membres du Gouvernement en conseil, de l'exécution de ses missions. Dans ce rapport, elle relève plus particulièrement l'état des notifications et des autorisations, les déficiences ou abus qui ne sont pas spécifiquement visés par les dispositions légales, réglementaires et administratives existantes.

Elle publiera son rapport annuel. Le rapport est avisé par la commission consultative des droits de l'homme, organe consultatif du gouvernement en matière de droits de l'homme sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg dont la composition et les attributions sont déterminées par règlement grand-ducal.

L'exercice financier de la Commission nationale coïncide avec l'année civile. Avant le 31 mars de chaque année, la Commission nationale arrête son compte d'exploitation de l'exercice précédent, ensemble avec son rapport de gestion. Avant le 30 septembre de chaque exercice, la Commission nationale arrête le budget pour l'exercice à venir. Le budget, les comptes annuels et les rapports arrêtés sont transmis au Gouvernement en conseil qui décide de la décharge à donner à la Commission nationale. La décision constatant la décharge accordée à la Commission nationale ainsi que les comptes annuels de la Commission nationale sont publiés au Mémorial.

2. Principes, règles et méthodes comptables

La Commission nationale tient ses livres en euros (€) et les comptes annuels ont été préparés en accord avec les principes comptables généralement admis au Luxembourg et en utilisant notamment les règles d'évaluation suivantes:

a) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties linéairement en fonction de leur durée de vie estimée soit:

Matériel informatique:	3 ans
Matériel de bureau:	4 ans
Mobilier:	8 ans

b) Conversion des devises

Les transactions en devises durant l'année sont enregistrées au cours du jour de la transaction. Pour les avoirs en banques, les montants en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la clôture. Pour les avances, les créances et les dettes, les bénéfices et les pertes de change réalisés et les pertes de change non réalisées sont enregistrés au compte de profits et pertes. Les autres éléments sont tenus au cours de change historique.

3. Immobilisations corporelles

Les mouvements des immobilisations corporelles survenus au cours de la période se résument comme suit:

	2003	2002
Prix d'acquisition		
- au début de l'exercice	1.153,60	0,00
- acquisitions nettes au cours de l'exercice	132.141,88	1.153,60
- retraits de l'exercice	0,00	0,00
Prix d'acquisition à la fin de l'exercice	133.295,48	1.153,60
Corrections de valeur		
- au début de l'exercice	24,03	0,00
- de l'exercice	25.696,00	24,03
- annulées	0,00	0,00
Corrections de valeur cumulées	25.720,03	24,03
Valeur nette à la fin de l'exercice	107.575,45	1.129,57

4. Autres créances

Les autres créances se composent comme suit:

	2003	2002
Impôts sur rémunérations	35,00	0,00
Rémunérations payées d'avance	20.829,16	27.902,36
Dotation à recevoir	0,00	107.384,29

5. Avoirs en banque

Ce poste se subdivise comme suit:

	2003	2002
CCPL	6.292,94	-0,50
BCEE	40.288,37	120.398,43
Caisse	3,83	97,64

6. Fonds propres

Au moment de sa création, la Commission nationale a bénéficié d'une dotation initiale de deux cent mille euros (200.000,00 €) à charge du budget de l'Etat. L'Etat met à sa disposition les biens mobiliers et immobiliers nécessaires au bon fonctionnement et à l'exercice de ses missions.

La Commission nationale est autorisée à prélever la contrepartie de ses frais du personnel en service et de ses frais de fonctionnement par la redevance à percevoir telle que prévue à l'article 13 de la présente loi. Pour le solde des frais restant à couvrir dans le cadre de ses missions conférées par la présente loi, la Commission nationale bénéficiera d'une dotation d'un montant à déterminer sur une base annuelle et à inscrire au budget de l'Etat.

7. Provisions pour risques et charges

Cette provision a été constituée pour couvrir les gratifications à verser en 2004.

8. Dettes

Les dettes figurent avec leur valeur nominale et sont ventilées comme suit:

	2003	2002
Fournisseurs et charges à payer	6.510,60	20.136,15
Centre d'affiliation	12.088,18	9.933,46
Rémunérations dues	0,00	10.061,37
Centre d'affiliation	0,00	16.399,60

9. Budget pour investissement

Un budget pour investissements d'un montant de 200.000,- € a été accordé. Vu que les investissements effectivement réalisés jusqu'au 31/12/2002 étaient de 133.295,48 €, la Commission nationale dispose encore d'une réserve d'investissement de 66.704,52 €.

Esch-sur-Alzette, le 9 avril 2004.

ATTESTATION

Par la présente, nous attestons les comptes de la Commission Nationale pour la Protection des Données, ayant son siège social à L-4221 Esch-sur-Alzette, 68, rue de Luxembourg, au 31/12/2003.

Nous avons constaté que les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2003 dont la somme bilantaire s'élève à 175.024,75 € et la perte à 45.455,24 €, sont en concordance avec la comptabilité et les pièces comptables qui nous ont été soumises. Nous n'avons pas de remarques à formuler sur les comptes annuels.

Un budget pour investissements d'un montant de 200.000,- € a été accordé. Vu que les investissements effectivement réalisés jusqu'au 31/12/2003 étaient de 133.295,48 €, la Commission nationale dispose encore d'une réserve d'investissement de 66.704,52 €.

Le total des capitaux propres s'élève à 154.925,97 €.

Luxembourg, le 13/04/2004.